

ALGÉRIE : La grève universitaire

Un mois de grève des cours à Alger, tandis que le mouvement se poursuit encore à Oran, cette révolte des étudiants est un des coups les plus durs qu'a subi le régime de Boumedienne, venant moins de deux ans après la sédition de Tahar Zbiri.

Ainsi, il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir éclater au grand jour les contradictions entre la volonté des masses et la tentative de l'équipe dirigeante de les embrigader, d'intégrer totalement le parti et les organisations de masses à l'Etat.

En effet, ce qui avait été possible avec la direction de l'U.G.T.A., ne l'a pas été avec l'U.N.E.A. La réaction des étudiants à la circulaire de Kaïd Ahmed a été très vive : à peine posées, les affiches annonçant la « normalisation » des activités de l'U.N.E.A., le contrôle des élections syndicales par le parti, les menaces de suppression des bourses aux étudiants qui ne participeraient pas à ces élections... furent immédiatement arrachées, et des assemblées générales réunies sur le champ décidaient une journée de grève à Alger et deux à Oran. Les arrestations consécutives aux manifestations d'Alger déclenchèrent la grève illimitée jusqu'à la libération des étudiants détenus, ainsi que des mouvements importants de solidarité dans les lycées ; à Oran, la méthode utilisée pour arrêter le Comité de Section vaut d'être rapportée : le Comité est convoqué chez le Préfet pour négocier (le soir du deuxième jour de grève) : les responsables étudiants ne sortirent de son bureau que pour être « embarqués » sur-le-champ par la police. Après la reprise des cours à Alger contre la promesse d'élections libres sans ingérence du parti, il reste six détenus à Alger et deux à Oran.

Pourquoi cet affrontement violent entre les étudiants, relativement privilégiés dans la société algérienne, et le pouvoir ? La cause fondamentale et permanente de l'hostilité des étudiants à la clique dirigeante est que celle-ci est incapable de proposer à la jeunesse un modèle culturel révolutionnaire, c'est-à-dire qui rompt totalement avec la tradition moyenâgeuse de « nos valeurs arabo-islamiques », de la vieille bourgeoisie foncière et commerçante, sans toutefois tomber dans l'assimilation des mythes de la « société de consommation » qui fascinent la nouvelle bourgeoisie bureaucratique. L'extrême médiocrité de la vie intellectuelle, la morale étouffante sont des facteurs explosifs permanents. Quels sont les éléments qui ont libéré tout à coup ces forces latentes ? Une cause importante a été sans aucun doute, encore une conséquence de la crise du Moyen-Orient, la mobilisation des étudiants, pendant près de deux mois, au cours de l'été dernier. D'une part, ils n'avaient guère apprécié, pour la plupart, ce passage dans l'armée, où ils avaient eu le sentiment d'apprendre davantage la discipline que la bonne manière de lutter contre l'impérialisme ; d'autre part, le gouvernement avait alors fait appel à leur esprit de responsabilité, il leur avait demandé des sacrifices, il les avait ainsi intégrés à la vie sociale et politique : c'est une expérience que les étudiants n'ont pas oubliée, et aujourd'hui, ils demandent d'aller jusqu'au bout des conséquences de cette mobilisation. Enfin un élément non négligeable, et qui avait provoqué un profond mécontentement à l'Université, était le retard important apporté au paiement des bourses du premier trimestre, et qui avait d'ailleurs été la cause d'une première grève en décembre. Mais cependant, et indépendamment de ces causes permanentes ou conjoncturelles, mais spécifiques au milieu étudiant, un mouvement d'une telle am-

pleur n'est explicable que si on l'insère dans une crise qui touche l'ensemble de la société. Comme nous l'avons déjà écrit, cette crise ouverte par les événements de juin au Moyen-Orient, s'est développée à travers les grèves ouvrières, le « coup d'Etat » de Boumedienne-Kaïd Ahmed et la rébellion de T. Zbiri des 10-15 décembre, et aujourd'hui s'approfondit dans la grève universitaire, sans oublier la tentative, réelle ou fabriquée, d'assassiner le responsable du parti. De même qu'au Caire, le milieu étudiant a réagi comme caisse de résonance d'un malaise plus profond.

Dans ce cas, il faut expliquer pourquoi cet affrontement si « violent », et dans un secteur aussi important de la vie sociale que l'Université, n'a pas entraîné d'autres couches de la population, n'a pas débouché sur une intervention des masses et notamment des ouvriers.

LES REACTIONS DE L'U.G.T.A.

D'une part, c'est l'absence d'un parti révolutionnaire suffisamment implanté dans la classe ouvrière, et d'autre part, c'est la carence de la direction de l'U.G.T.A., qui sont les causes du relatif isolement de la grève étudiante. Seule la section de l'enseignement supérieur (donc la plus directement concernée), de la F.T.E.C. (Fédération des Travailleurs de l'Education et de la Culture) exprima sa solidarité avec les grévistes.

Mais si la commission nationale de préparation du troisième congrès, et presque toutes les commissions régionales « marchent » selon le plan de Kaïd Ahmed, la perspective pour le gouvernement n'est pas précisément celle de la paix sociale. La paix syndicale actuelle est une paix trompeuse. Aux niveaux des entreprises, des Unions Locales et des Unions Régionales, et même des Fédérations, des changements importants se préparent. Si la grève des étudiants n'a pas trouvé un écho actif, elle n'en a pas moins rencontré beaucoup de sympathie. Le fait que « Révolution et Travail » ne paraît toujours pas (depuis le 18 décembre dernier), montre que même la lâcheté de la direction actuelle a des limites, et que la pression de la base est assez forte. Dans les usines, on renouvelle les commissions syndicales ; selon les situations locales, cela se réalise plus ou moins démocratiquement : les assemblées d'ouvriers groupent de 20 à 50 % des travailleurs. Généralement, ce sont les membres de la commission de préparation du Congrès qui parlent, tandis que la base, pour le moment, écoute. Le fait que seulement 50 % des effectifs participent aux assemblées, s'explique par des années de brimades et de promesses non tenues, et des capitulations successives des différentes directions de l'U.G.T.A. De plus, la plupart des cadres ouvriers de la période de guerre sont aujourd'hui des cadres de l'appareil d'Etat ou de l'industrie. Cette promotion survenue après l'indépendance a saigné à blanc le mouvement ouvrier ; ceci explique aussi le piétinement actuel du syndicalisme algérien.

CONTRADICTIONS DANS L'EQUIPE DIRIGEANTE

La grève étudiante a eu, au moins dans l'immédiat, un résultat : elle a obligé la direction actuelle ou au moins une fraction d'entre elle à se démasquer, elle a rendu plus vives les contradictions que le nouveau compromis de décembre dernier avait tenté de résoudre. Il apparaît en effet assez clairement deux tendances :

d'une part Kaïd Ahmed et ses flics s'orientent vers la répression physique et morale, n'épargnant aucun moyen ; exemples : l'utilisation des chômeurs pour briser la grève à son commencement, la chasse aux étudiants dans l'Université d'Alger, les textes « terroristes » placardés dans le parti : « Guerre aux anti-parti » et « Halte à l'immixtion étrangère », et tendant à amalgamer l'action des étudiants à une prétendue intervention étrangère, ficelle un peu trop grosse et un peu trop connue, et dont la seule habileté machiavélique est de comparer les opposants à la « microfraction » de Cuba ! L'autre tendance, tout en comprenant la nécessité de l'embrigadement est prête à marchander en attendant de posséder un système de répression plus homogène et plus perfectionné. Elle préfère ouvrir les soupapes de sécurité, elle tente de diminuer la pression intérieure en faisant des « plans » préparés à la hâte comme celui des Aurès, où la situation de quasi-famine est spécialement critique. Si Kaïd Ahmed apparaît actuellement comme l'homme fort du régime (encore qu'il ait dû faire machine arrière dans l'affaire de l'attentat manqué contre sa personne), il semble que les résistances soient grandes au niveau des cadres intermédiaires de l'Etat et même du parti. Ainsi, les deux étudiants maintenus en prison à Oran, furent inculpés simplement de « désordre sur la voie publique » : ils viennent d'être condamnés à des peines légères et allaient être libérés, lorsque sur coup de téléphone, ils furent reconduits à la prison, cette fois sans inculpation...

PERSPECTIVES

La grève universitaire n'a pas entraîné les masses à sa suite, mais elle a montré à d'autres le chemin à suivre ; elle a fait éclater des contradictions au sein de la direction, elle a montré qu'une action unie et résolue était capable de faire reculer le pouvoir et empêchait une répression de grande envergure. C'est ce que les travailleurs auront en mémoire au cours de la préparation du congrès de l'U.G.T.A. Mais d'autre part, il est apparu de manière très claire combien le F.L.N. joue un rôle contre-révolutionnaire, et combien le problème de l'organisation d'un parti révolutionnaire se pose désormais de façon aiguë. Seul un tel parti pouvait traduire politiquement le conflit, qui est jusqu'à présent resté relativement apolitique et personnalisé (comme un affrontement entre Kaïd Ahmed et les étudiants) ; il pouvait porter la crise à un niveau plus élevé en entraînant la classe ouvrière à la suite des étudiants ; il pouvait empêcher un certain confusionnisme entre des revendications démocratiques formelles (qu'on voit aussi apparaître au Caire) et des aspirations socialistes. Certes, des groupes de l'opposition ont été actifs durant la grève, et notamment l'O.R.P., mais s'ils sont implantés en milieu étudiant, ils ont montré la faiblesse de leur organisation à l'échelle nationale.

Lutter dans les organisations de masses, construire un parti révolutionnaire, sont les impératifs catégoriques créés par la situation elle-même. Les conditions objectives d'une crise profonde existent, il manque cruellement une direction révolutionnaire, et une organisation. Que chaque militant révolutionnaire en Algérie soit convaincu de cela, et agisse en conséquence, et le socialisme, qui n'est actuellement qu'une façade de moins en moins brillante, deviendra ici une réalité.

LARBI HAMDANE.

Le 5 mars 1968.

Le racisme rhodésien

L'unique bienfait du fascisme rhodésien est qu'il doit être intransigent pour durer et que cette intransigence PREPARE SA PERTE.

Les pendaisons le 6 mars de cinq africains et le 11 mars de deux autres auront attiré l'attention sur le régime inique qui est celui de la Rhodésie raciste ; ces événements troubleront les « consciences indignées » de la bourgeoisie européenne qui se tournèrent en un seul geste vers l'Angleterre qui « se désolidarisait des crimes perpétrés par le gouvernement de Ian Smith » : la reine n'avait-elle pas gracié ces mêmes condamnés à mort ? Le gouvernement Wilson ne compte-t-il pas prendre des mesures économiques contre Salisbury, ne refusant de faire usage de sa force militaire que parce que l'intervention « écarterait pour toute une génération toute possibilité de coopération entre les Blancs et les Noirs dans cette partie du monde » (Denis Healy, ministre de la Défense britannique) ?

Nous essaierons de montrer ici que

la Grande-Bretagne est A L'ORIGINE de la situation rhodésienne actuelle, et en cela aussi la complice des exécutions de Salisbury.

En Rhodésie il y a 4 millions d'habitants, soit 225.000 blancs — qui sont des hommes, et le « reste » qui forme 95 pour cent de la population. Quand, en 1923, la Rhodésie reçut son autonomie, les Anglais et les colons locaux blancs, dont certains sont issus d'Afrique du Sud, commencèrent l'institution des premières mesures pour que la communauté indigène n'eût aucun droit. Tout tournera en un premier temps autour des lois de partage des terres ; ces lois d'une importance capitale en offraient le maximum aux blancs. A partir de là, il était possible de fonder d'autres lois de caractère proprement politique, sans faire mention dorénavant des principes raciaux ; il était possible de façonner une économie avec une main-d'œuvre africaine n'ayant d'autres ressources que l'obéissance. Ainsi la Rhodésie n'eut-elle pas besoin de lois du type de celles d'Afrique du Sud.

Ne participaient aux élections que ceux qui étaient propriétaires, avaient des revenus et de l'instruction : ainsi les Africains étaient « naturellement » tenus à l'écart. Les nécessités néo-coloniales obligèrent cependant les Anglais et les colons rhodésiens à changer de mode électoral. Ils le firent dans la même lignée : c'est ainsi qu'après les émeutes de 1959 et de 1960, l'on avait permis l'existence de mouvements nationaliste. L'on prépara une nouvelle constitution. Cette nouvelle constitution — 1961 — fut faite pour gagner, d'une part, des chefs de tribus acquis au gouvernement, d'autre part des membres de la petite bourgeoisie africaine. La constitution prévoyait deux listes électorales. La première, la liste A qui demandait des conditions telles qu'elle était en fait réservée aux Blancs ; la seconde, la liste B, essentiellement africaine, mais telle que seulement 1 pour cent de la population africaine n'en était pas exclue. En résumé, nous avons à l'Assemblée législative 65 élus dont 15 Africains à la solde des élus du grou-

pe A. Quant à l'Angleterre, une fois cette constitution votée, elle retirait son droit de veto. Cette constitution faite par le gouvernement colonialiste anglais (conservateurs) était également soutenue par le parti travailliste anglais, le même qui maintenant... Quant au parti nationaliste, il fut dissous avant les élections, car il refusait de répondre aux demandes du gouvernement anglais qui le priaient d'accepter la constitution. C'est cette constitution qui permet à Ian Smith d'assassiner des combattants africains.

Au reste, les Rhodésiens du ZAPU (1), qui naquit après la suppression du NDP (2) dont nous avons parlé plus haut ont entrepris LA LUTTE ARMÉE, pour la libération de la Rhodésie, et infligent des pertes lourdes aux soi-disant forces de sécurité.

Jacques REIER

(1) Zimbabwe African People's Union

(2) National Democratic Party.